

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 21 janvier 2015

---

## **Direction de la police et des affaires militaires**

### **18 2014.RRGR.1034 Motion 200-2014 Bärtschi (Lützelflüh, UDC) S'attaquer correctement au problème de l'asile**

N° de l'intervention: 200-2014  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 10.10.2014  
Déposée par: Bärtschi (Lützelflüh, UDC) (porte-parole)  
Sutter (Langnau i.E., UDC)  
Gschwend-Pieren (Lyssach, UDC)  
Cosignataires: 8  
Urgence: accordée le 20.11.2014  
N° d'ACE: 1502/2014 du 17 décembre 2014  
Direction: POM

### **S'attaquer correctement au problème de l'asile**

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour maîtriser le problème de l'asile :

1. Tenir compte des spécificités locales (nombre d'habitant-e-s, proportion de personnes étrangères, emplacement des hébergements envisagés).
2. Améliorer la collaboration avec les autorités des communes et en particulier la communication avec les autorités et le public.
3. Intervenir auprès du Conseil fédéral pour que les objectifs de la législation sur l'asile soient respectés et pour que ses prescriptions ne soient pas tournées par les migrants économiques.

#### **Développement**

De nouveaux hébergements pour les requérants d'asile s'ouvrent presque chaque semaine dans le canton de Berne et la population est placée devant le fait accompli. Citons l'exemple de Schaffhausen : malgré l'accord qu'il avait passé avec la commune, le canton s'est précipité pour informer le public, coupant ainsi l'herbe sous les pieds du conseil communal qui n'a pas pu dialoguer préalablement avec les habitants et habitantes de la commune. C'est d'autant plus grave que l'arrivée des requérants d'asile va quasiment multiplier par deux la population de Schaffhausen, qui dépend de Hasle.

Le procédé est d'autant plus sujet à caution que les personnes en question ne sont pas majoritairement des réfugiés syriens, mais plutôt des immigrants érythréens. L'urgence évoquée par le Conseil-exécutif ne concerne donc manifestement pas le conflit armé en Syrie, mais le renforcement de l'immigration érythréenne. La population locale, bien disposée à accueillir des réfugiés traumatisés par la violence des combats, s'agace de constater que les personnes qui seront hébergées dans la commune ne sont pas des vrais réfugiés de guerre.

### **Réponse du Conseil-exécutif**

Le Conseil-exécutif rappelle tout d'abord que les requérants et requérantes d'asile sont répertoriés aux aéroports ou dans les Centres d'enregistrement et de procédure de la Confédération par l'Office fédéral des migrations (ODM), qui les attribue ensuite aux cantons sur la base d'une clé de répartition, tout en tenant compte des membres de leur famille qui vivent en Suisse (art. 21 à 27 de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile, LAsi; RS 142.31). Le canton de Berne est tenu de par la loi d'accueillir, d'héberger et d'encadrer les personnes qui lui sont attribuées.

En principe, au vu de la capacité des centres d'hébergement collectif et des possibilités de placement externe dans des appartements privés, l'Office de la population et des migrations

(OPM) peut héberger et encadrer en moyenne, par semaine, 60 personnes relevant du domaine de l'asile. Cependant, le nombre de nouveaux requérants d'asile attribués actuellement au canton oscille entre 60 et 90 par semaine, ce qui représente un véritable défi pour l'OPM en matière d'hébergement. Afin de répondre à cette augmentation imprévue et d'offrir un hébergement à chacun, la situation dans le domaine de l'asile a été déclarée urgente au sens de l'article 2 de la loi cantonale du 24 juin 2004 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi; RSB 521.1) par ACE du 25 juillet 2014.

1. L'article 4, alinéa 5 de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20) prévoit que le canton de Berne doit veiller à ce que la répartition se fasse, « dans la mesure du possible », en proportion de la population communale. Le Conseil-exécutif estime que l'OPM respecte cette disposition.

En situation exceptionnelle, lorsque le nombre de demandes d'asile augmente de façon importante et constante, entraînant ainsi une hausse des personnes attribuées au canton, des centres supplémentaires doivent rapidement être ouverts. Dans ce contexte, il est possible que les spécificités locales ne puissent pas toujours être prises en compte, la priorité étant en effet accordée à l'hébergement rapide de ces personnes. Le Conseil-exécutif apprécie grandement les efforts des communes et l'engagement dont elles font preuve pour mettre à disposition des capacités supplémentaires. Ainsi, en sus des abris de la protection civile de Berthoud, Mooseedorf, Hindelbank et Ittigen, des centres d'hébergement collectif en surface ont été ouverts à Riggisberg, à Schafhausen et à Aeschiried. Sans l'aide des communes, le canton de Berne n'aurait pas été en mesure de faire face à l'augmentation du nombre de requérants et requérantes d'asile.

2. Dans le cadre de l'ouverture de nouveaux centres d'hébergement collectif pour les requérants d'asile, le Conseil-exécutif soutient une collaboration étroite et l'établissement d'accords clairs entre les communes concernées et les autorités cantonales des migrations. L'information à la population relève toutefois de la responsabilité des autorités communales; la communication, quant à elle, est toujours coordonnée entre le canton et les communes. À cet égard, les différentes requêtes apparaissant avant l'ouverture d'un centre sont toujours discutées et coordonnées de manière étroite. Lorsque des centres doivent être ouverts d'urgence, il n'est cependant pas toujours possible d'informer suffisamment la population au préalable. Le Conseil-exécutif estime néanmoins que la collaboration et la communication entre le canton et les communes fonctionnent bien.

3. Selon le Conseil-exécutif, il n'y a actuellement pas lieu d'intervenir auprès du Conseil fédéral en ce qui concerne la mise en œuvre de la législation sur l'asile. En effet, la restructuration du domaine de l'asile est en cours, et le canton de Berne deviendra une région indépendante en matière d'asile. Enfin, le Conseil-exécutif n'est en possession d'aucun élément indiquant que l'ODM ne s'attacherait pas à appliquer les dispositions en vigueur.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: adoption et classement

Point 3: rejet

**La présidente.** Nous passons à l'affaire 18, motion de M. Bärtschi. Je ne vous cache pas que mon but est de finir cette Direction jusqu'à midi. S'attaquer correctement au problème de l'asile. M. Bärtschi a retiré le point 3. M. Bärtschi conteste le classement du point 2 et est d'accord avec le classement du point 1. Nous nous entretenons donc seulement sur le point 2, sur le classement du point 2. Vous êtes d'accord M. Bärtschi? – Vous ne dites rien, donc c'est bon. Alors on y va, les groupes peuvent s'annoncer et nous sommes en débat libre. Allez-y monsieur.

**Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC).** Im letzten Herbst wurde in Schafhausen, Emmental, in einem leerstehenden Schulhaus eine so genannte oberirdische Asylunterkunft eröffnet. Während den Verhandlungen zwischen Kanton und Gemeinden sind Informationen an die Öffentlichkeit gelangt, bevor die Gemeinde ordentlich informieren konnte. Wo diese Informationen hergekommen sind, ist mir nicht ganz klar. Ich habe mit einigen Leuten gesprochen, aber es ist jetzt auch nicht mehr unbedingt relevant, ob dies bei der Gemeinde, beim Kanton oder bei der Verwaltung geschah. Ich weiss auch, dass das in Aeschiried sehr gut funktioniert hat. Darüber habe ich vorhin noch mit einer Kollegin von der BDP diskutiert. Das anerkenne ich. Mein Anliegen in Punkt 2 zielt einzig und allein drauf, dass der Kanton als federführendes Organ beim Suchen von Asylunterkünften das Möglichste unternimmt und auch die Gemeinden angehalten sind, die Bevölkerung zielgerichtet und zeitlich korrekt zu informieren. Man hätte in Schafhausen, Gemeinde Hasle, sehr viel Unmut verhindern können, wenn die Informationspolitik sehr gut gewesen wäre. In der Bevölkerung hätte es viel weniger Unruhe gegeben. Geschätzte Kolleginnen, geschätzte Kollegen, ich danke Ihnen ganz herzlich für die mehrheitliche Annahme der Motion und hoffe, dass Sie die Abschreibung in Punkt 2 auch nicht gewähren.

**La présidente.** Pour les Verts, M. Sancar. Je prierais les groupes de s'annoncer s'il vous plaît.

**Hasim Sancar, Berne (Les Verts).** Die Flüchtlingsströme sind weltweit enorm und nehmen leider täglich zu. Auch wir sind damit konfrontiert. Wie immer verbleibt der grösste Teil der Flüchtlinge im Konfliktland als interne Vertriebene oder in den Nachbarländern. Ein Bruchteil schafft es aus der Konfliktregion hinaus bis nach Europa, ein Teil davon verliert ihr Leben auf dem Fluchtweg, in den offenen Meeren. Ein kleiner Teil dieses Bruchteils kommt in die Schweiz um Schutz vor Bürgerkrieg, Verfolgung, Gewalt und Hunger – kurz: vor Elend – zu suchen. Unsere humanitäre Tradition, die Menschenwürde und das Recht verpflichten uns, diese Menschen aufzunehmen und für sie zu sorgen. Und wir dürfen nie vergessen, dass die Zahl der Flüchtlinge, die zu uns kommen und in den Nachbarländern Schutz suchen, unvergleichbar niedrig ist.

Wir Grünen haben die Arbeit der Direktion POM und des Amtes für Migration und Personenstand (MIP) im Asylbereich kritisch beobachtet und wegen der Konzeptlosigkeit und falschen Handlungen im Asylbereich oft auch kritisiert. Wir werden dies in einer konstruktiven Art auch weiterhin tun. Wir stellen fest, dass die zuständigen Behörden zu lange zugewartet haben. Dennoch ist festzuhalten, dass sie die Notlage seit letztem Sommer gut gemeistert haben. Wir sind uns dessen bewusst: Neue Unterkünfte für die zunehmende Zahl der Asylsuchenden zu finden und sie in kurzer Zeit unterzubringen, ist ein komplexes und heikles Unterfangen.

Grundsätzlich sind wir mit den Motionären einverstanden und wir wünschen uns auch, dass die lokalen Verhältnisse bei der Unterbringung berücksichtigt werden sollten. Wir wissen aber alle, wie schwierig es ist, eine optimale Lösung unter Zeitdruck zu finden. Wir unterstützen voll und ganz die Bestrebungen, die Zusammenarbeit mit den lokalen Behörden und vor allem auch mit der Bevölkerung zu verstärken. So könnte sich auch ein Netz für die Asylsuchenden entwickeln, was wiederum sowohl für die Bevölkerung als auch für die Asylsuchenden ein gutes Klima schaffen würde. Das Engagement der Freiwilligen im Zentrum Riggisberg, Deutschkurse zu organisieren, zeigt, dass solches möglich ist. Die Grünen werden die beiden ersten Punkte annehmen und die Abschreibung unterstützen, wie der Regierungsrat empfiehlt.

**Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS).** Wir haben gehört, dass der vorliegende Vorstoss auf einem Einzelfall beruht. Er wurde klar nur um die Diskussionen ums Zentrum in Schafhausen erarbeitet. Wir wissen aber alle auch, dass dieses Thema grundsätzlich sehr emotional aufgeladen ist und auch in der Gemeinde Hasle wurden und werden die Diskussionen emotional geführt. Ich persönlich erachte es aber als unsere Aufgabe, zu dieser Thematik hier eine sachliche Diskussion zu führen. Wir leben in einer Zeit, in der die Flüchtlingsthematik sehr aktuell ist. In vielen Teilen der Welt ist eine grosse Anzahl Menschen auf der Flucht, so viele wie schon lange nicht mehr. Die Zahl der Menschen auf der Flucht ist massiv gestiegen, und das hat auch Auswirkungen auf die Schweiz. Wir wissen, dass der Bund die Asylsuchenden auf die Kantone verteilt. Innerhalb kurzer Zeit wurden mehrere neue Zentren eröffnet. Das ist ganz klar eine grosse organisatorische, logistische und vor allem auch kommunikative Herausforderung für alle Beteiligten. Das heisst auch, dass die Zentren innerhalb relativ kurzer Zeit dort eröffnet werden mussten, wo es möglich und auch sinnvoll ist.

Was bedeutet nun die in der Motion geforderte Ziffer 1, dass die lokalen Verhältnisse berücksichtigt

werden müssen? Was würde das konkret heissen? Soll es Unterkünfte nur noch in den Städten geben, also nur noch in Bern, Thun und Biel? Sind denn Zentren auf dem Jaunpass oder auf dem Brünig nicht mehr möglich? ... (*La présidente interrompt l'oratrice.*)

**La présidente.** Madame, nous ne parlons pas du point 1, nous parlons du classement du point 2. Je répète, nous parlons seulement du classement du point 2. Je vous prie, même si vous avez déjà écrit vos textes, de vous limiter à ce qui est demandé. Merci Madame, excusez-moi, mais c'est comme cela, merci.

**Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS).** Gut, entschuldigen Sie, wenn ich in diesem Punkt zu ausführlich wurde. Ich möchte aber doch in Bezug auf die Thematik noch erwähnen, dass es auch sehr gute Beispiele für gut funktionierende Zentren gibt und zwar auch solche in ländlichen Gemeinden. Die Asylproblematik richtig anpacken, genau diese Meinung haben wir auch! Richtig anpacken bedeutet aber nicht, nur einen Einzelfall anzuschauen, sondern ein Ganzes. Die SP-PSA-JUSO-Fraktion lehnt nicht nur die Abschreibung, sondern die Punkte grundsätzlich ab.

**Christoph Grimm, Berthoud (pvl).** Wir verstehen natürlich die Sorgen, die der Motionär hier hat. Ich persönlich wohne sehr nahe von diesem Asylzentrum. Aber ich wohne noch näher von einem anderen Notzentrum, nämlich der Notunterkunft in Burgdorf. An diesem Beispiel habe ich gelernt, dass es wahnsinnig schwierig ist, im richtigen Moment einwandfrei zu kommunizieren. Das macht man einfach immer gerade falsch! Da können Sie machen, was sie wollen! Und das geschieht speziell dann, wenn es um Schafhausen geht, das etwa 300 Einwohner hat. Es ist wahnsinnig schwierig, in Hasle zu kommunizieren, das eigentlich eine grosse Gemeinde ist, aber Schafhausen gehört in diese Gemeinde. In Burgdorf hat es sehr gut geklappt zwischen Migrationsdienst des Kantons Bern (Midi), Amt für Migration und Personenstand (MIP), Gemeinde und Anwohnern. Wir wurden gut informiert. Natürlich war die Freude nicht gross. Und klar gab es auch gewisse Widerstände, aber es klappte.

Nun können wir einfach den Auftrag geben, das hier nicht abzuschreiben. Aber was macht dann die Polizeidirektion konkret? Sie überlegt sich einfach noch einmal, wie sie es beim nächsten Mal machen soll. Aber ich glaube, das tut sie ohnehin schon. Die glp ist also einstimmig der Meinung, dass wir das ruhig abschreiben können, denn die Beteiligten verbessern sich, und wir hoffen und geben hier in Auftrag, dass sie dies immer tun.

**Ernst Tanner, Ranflüh (UDF).** Die vielen Flüchtlinge, die unserem Kanton zugewiesen werden, sind für uns alle eine grosse Herausforderung. Wir kommen nicht darum herum, Gebäude und Betreuungspersonen zur Aufnahme dieser Personen zur Verfügung zu stellen. Die Motion ist aber kein Widerspruch zu unserem Auftrag. Sie weist auf etwas hin, das in jüngster Zeit nicht richtig abgelaufen ist. Darum nimmt die EDU-Fraktion die Punkte 1 und 2 an. Und beim Punkt 2 sind wir bereit, nicht abzuschreiben. Beim zurückgezogenen Punkt 3 hätten wir mitgeholfen, weil es uns wichtig ist, dass die Wirtschaftsmigranten nicht den Kriegsflüchtlingen gleichgestellt werden.

**Manfred Bühler, Cortébert (UDC).** Concernant le point 2 qui demande quelque chose qui est en fait une évidence, la communication aussi bien avec les autorités qu'avec la population est nécessaire dans un domaine aussi sensible que celui de l'asile. Nous savons tous que la pression migratoire, par tous les canaux existants, qu'ils soient légaux ou pas, augmente et est forte en Suisse. Le peuple suisse a montré par les dernières votations qu'il est préoccupé par cela, il est donc normal que la population d'une commune touchée par un tel projet soit aussi très sensible à ce genre de projet. La communication est essentielle et de ce point de vue-là, d'une part, évidemment, le groupe UDC soutient pleinement sur le fond le point 2, mais conteste aussi son classement, puisque l'on a vu dans les exemples passés que cette communication a posé des problèmes. Je crois que c'est une évidence que de dire aujourd'hui que cette communication doit toujours être améliorée, on peut toujours faire mieux, que ce soit du point de vue des autorités cantonales, du point de vue des autorités fédérales, du point de vue des autorités communales aussi, et ces autorités communales doivent bien sûr, en temps et lieu, être informées le plus vite possible, afin de pouvoir préparer tout projet le mieux possible, et de pouvoir ensuite l'apporter dans la population pour que, s'il fait sens, il soit accepté. En ce sens, nous contestons clairement unanimement le classement du point 2.

**Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD).** Zur Abschreibung: Wie der Motionär bereits sagte, funktioniert die Information in den meisten Fällen auch in diesem heiklen und emotionalen Thema gut. Wenn es im Fall von Schafhausen aus regionaler Sicht nicht optimal lief, ist das für die BDP nicht Grund genug, mit einer Nicht-Abschreibung zu signalisieren, wir hätten das Gefühl, im Kanton Bern laufe im Bereich Asylpolitik etwas aus dem Ruder. Die BDP hat schon vorher beschlossen, abzustimmen wie die Regierung empfiehlt und schreibt deshalb auch ab.

**La présidente.** J'ai eu donc tous les groupes. Ceux qui veulent s'inscrire en tant qu'intervenants à titre personnel le font. Mme Gschwend de l'UDC, c'est à vous, vous avez trois minutes, et seulement sur le classement.

**Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC).** Ich möchte gerne auf das Votum von Regina Fuhrer Bezug nehmen. Sie hat gesagt, es gehe hier in Schafhausen um einen Einzelfall. Ich muss Ihnen leider sagen, dass dies nicht der Fall ist. Wir haben in verschiedenen Gemeinden im Kanton Bern das Problem, dass die lokalen Behörden vom Migrationsdienst einfach überfahren werden. Das passierte auch in meiner Heimatgemeinde Oberburg. Auch wenn in meiner Postadresse immer Lyssach steht, bin ich doch Oberburgerin. Auch in Oberburg wurden hinter dem Rücken von uns Gemeinderäten Verhandlungen geführt, um eine neues Asylzentrum zu eröffnen, und im allerletzten Augenblick wurden wir, der Gemeinderat, informiert. Wir hatten noch genau einen Tag Zeit um zu entscheiden, was wir machen wollen. Es ist also nicht so, dass die Zusammenarbeit mit den lokalen Behörden klappt, und deshalb fände ich es verfehlt, wenn man diesen Punkt abschreibt. Christoph Grimm wohnt nahe der Unterkunft Burgdorf. Meine Eltern wohnen noch näher, direkt in der Nachbarschaft. Leider muss ich bestreiten, dass dort die Kommunikation gut geklappt hat. Meine Eltern als direkte Anwohner wurden im Vorfeld nicht wirklich gut informiert. Sie wurden im Rahmen einer Informationsveranstaltung informiert, nachdem die Sache schon konkretisiert war und als die Asylbewerber und Flüchtlinge schon da waren. Effektiv funktioniert also nicht alles so super, wie dargestellt wurde. Deshalb bitte ich Sie, Punkt 2 anzunehmen und nicht abzuschreiben.

**La présidente.** Du PS-PSA, M. Müller. Y-a-t-il encore quelqu'un qui veut s'annoncer? – Dans trente secondes, je ferme la liste des intervenants à titre personnel. M. Müller, c'est à vous.

**Reto Müller, Langenthal (PS).** Andrea, die Gemeinde in der man zuerst demokratisch abstimmt, ob man eine Notunterkunft für Asylsuchende in seiner Nachbarschaft eröffnen will, die muss man mir hier noch zeigen. Als Präsident der Asylkommission Emmental-Oberaargau bin ich und sicher auch der Migrationsdienst vom Kanton Bern immer bereit, Gemeinden aufzunehmen, die sich in dieser Thematik positiv engagieren wollen.

Hier geht es nun noch um die Abschreibung, respektive wie man in solchen Fällen informieren will. Aber versetzen Sie sich doch einmal in die Lage dieser Behörden, liebe Leute. In den Medien gab es einen riesigen Aufschrei, als Schafhausen angekündigt wurde: 150 Asylsuchende bei einer Bevölkerungszahl im Dorfteil von 300 Personen. Nun läuft es, und zwar relativ gut. Die Medien berichten eben leider in jenen Fällen nicht mehr, wo es gut läuft. Nun kann man sagen, das sei gut oder schlecht. Manchmal wünschte ich mir, sie würden jetzt in derselben Intensität berichten, wo es gut läuft. Ich musste ins Radio, wir wurden in allen Zeitungen zitiert. In der Begründung wurde noch ausgeführt, es seien ja gar nicht Syrer oder Kriegsflüchtlinge, die jetzt kommen. Diese würden aus Eritrea kommen. Ich lade die Interessierten gerne ein, in einer Unterkunft der Heilsarmee Flüchtlingshilfe mit den Leuten zu sprechen. Ich möchte Sie aber warnen. Wahrscheinlich würde es gewisse Meinungen oder Wahrnehmungen beeinflussen.

Solche Vorstösse führen nicht dazu, dass sie die Unsicherheiten in der Bevölkerung – die wir verstehen – ausräumen. Solche Vorstösse führen dazu, dass man noch mehr Angst bekommt. Aber ich sage Ihnen noch eines, und das als Vorinformation der Asylkommission an alle Gemeinden im Kanton Bern: Für 40 bis 60 Prozent der Asylsuchenden, die jetzt in der Notunterkunft sind – es sind über 2 000 Leute – brauchen wir nachher Wohnungen in Ihren Gemeinden. Wir haben gegenwärtig zu wenige davon. Wir haben im Emmental-Oberaargau für rund 1 000 Leute Wohnungen, die ein selbständiges Wohnen ermöglichen. Wir benötigen rund das zwei- oder dreifache an Wohnungen. Wir werden auf Ihre Regionen, respektive in unserem Fall auf die Region Oberaargau und auf die Regionalkonferenz Emmental zukommen. Wir brauchen Solidarität, um die Leute weiterhin in den Gemeinden unterbringen zu können. Es ist nicht nur gelöst, indem sie nun in diesen

Notunterkünften sind. Wir brauchen die Gemeinden, wir brauchen den Goodwill und die Unterstützung der Bevölkerung auch weiterhin, und ich danke Ihnen für die Solidarität, die Sie mit diesen Leuten und mit diesen Behörden haben.

**Elisabeth Zäch, Berthoud (PS).** Ich möchte mich nun als direkt betroffene Stadtpräsidentin, die ein Asylzentrum eröffnen musste, doch auch noch äussern. Der Regierungsrat rief mich in den Ferien persönlich an und sagte mir, dass der Kanton in einer Notlage sei und ob ich helfen könne. Sie würden etwa diese oder jene Unterkunft sehen. Ich muss Ihnen sagen, in solch einer Situation sage ich: «Ja, ich helfe, und wir versuchen das gut aufzugleisen.» Wir reden aktuell von der grössten Flüchtlingskatastrophe in den letzten 40 bis 50 Jahren. So viele Flüchtlinge waren nie unterwegs, und wenn da nicht zuerst einmal die Behörden zusammenstehen und sagen, wir seien in einer humanitären Notsituation, dann weiss ich nicht, wie wir diese bewältigen sollen. Es ist auch unsere Pflicht, zu helfen. Wir haben dann schön stufengerecht unsere Bevölkerung informiert. Wir können doch nicht die einzelnen Nachbarn fragen, ob sie es gerne hier oder dort hätten. Wir gingen vielmehr zusammen mit der Regierung daran, eine gute Kommunikation aufzubauen. An der Veranstaltung, Andrea, an der deine Eltern auch teilnahmen, sind letztlich alle Menschen zusammengestanden. Der Regierungsrat war auch da. Alle Nachbarinnen und Nachbarn sagten: «Jetzt müssen wir das Beste daraus machen.» Es gab einen einzigen Menschen, der sich gewehrt hat und der ging letztlich unter, als man sagte, Burgdorf will diesen Leuten nun Unterschlupf gewähren. So soll es sein und das wurde gut gemacht. Ich danke auch Herrn Regierungsrat Käser für die gute Zusammenarbeit.

**La présidente.** Primo, je vous avais donné trente secondes pour vous annoncer à titre d'intervenant personnel, j'ai attendu quarante secondes et j'ai fermé la liste, ce qui est en ordre. Secundo, je vous ai demandé de parler seulement du classement. Nous ne faisons pas un débat politique sur l'asile, je vous prierais de vous exprimer sur le classement, merci, c'est à vous.

**Peter Siegenthaler, Thoun (PS).** Frau Zäch hat davon gesprochen, wie sie es als betroffene Stadtpräsidentin, die ein solches Asylzentrum führt, erlebt hat. Nun möchte ich Ihnen in zwei oder drei Sätzen sagen, wie ich es erlebt habe, als einer, der in der Stadt Thun zusammen mit dem Kanton 2013 eines eröffnet und Ende 2014 wieder geschlossen hat. Frau Gschwend, das ist ein ganz schwieriges Unterfangen. Wir sind vom Migrationsdienst des Kantons Bern (Midi) sehr gut darüber beraten worden, wann und wie man informiert. Man hat uns auch geraten, möglichst knapp vor der Eröffnung zu informieren. Wir haben das gemacht. Herr Regierungsrat Käser war selber in Amsoldingen. Das war keine schöne Veranstaltung! Niemand in diesem Kanton reisst sich um diese Problematik. Trotzdem sind die Menschen da, und gleichzeitig sind wir aufgerufen, anständig mit ihnen umzugehen. Wir haben dieses Zentrum für 150 Personen vorgesehen und der Kanton hat uns immer gesagt, wir würden es eineinhalb Jahre offenhalten. Der Kanton hat Wort gehalten und das Zentrum wurde 2014 geschlossen.

Natürlich lief in diesem Zentrum nicht alles rund. Das wäre ja ein relativ hoher Anspruch, wenn Leute aus 40 Nationen auf engem Raum in einer solchen Zivilschutzanlage zusammenleben müssen. Dabei ist unsere Anlage noch relativ privilegiert, weil es grosse Aussenflächen hat. Wir haben der Bevölkerung versprochen, dass wir uns um Ereignisse, die dort draussen passieren, kümmern, und dass wir ihren Anmerkungen und Telefonaten mittels einer Hotline usw. nachgehen. Wir sind Gott sei Dank von ganz grossen Ereignissen verschont geblieben. Am Anfang hatten wir sehr viele nordafrikanische Einzelpersonen, und dann wurden wir plötzlich mit syrischen Grossfamilien konfrontiert, mit Eritreerinnen und Eritreern, die ganz andere Anforderungen an die Betreuung durch uns gestellt haben. Das konnten wir über die Bühne bringen, und ich will hier einfach auch der Polizei- und Militärdirektion und auch Hans-Jürg Käser danken, dass er gekommen und hingestanden ist. Er erlebt das ja nicht zum ersten Mal. Er hat es auch in Schaffhausen nicht zum ersten Mal erlebt und wird es wohl auch nicht zum letzten Mal erlebt haben. Diese Diskussion ist eine Art Wiederkehr aller Dinge, und wenn es dann fertig ist, muss man das Fazit ziehen, dass es im Grossen und Ganzen gut gegangen ist.

**Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires.** Ich knüpfe an das letzte Votum von Herrn Grossrat Siegenthaler an und sage deshalb noch zwei Sätze zum Titel dieses Vorstosses. Ich bitte um ein wenig Objektivität und sage in aller Bescheidenheit: Der Kanton Bern gehört zu den Spitzenkantonen im Handling dieser Thematik. Da gibt es ganz andere Beispiele, das

kann ich Ihnen sagen. Wir haben seit Sommer 2014 850 zusätzliche Plätze geschaffen, und ich habe bei allen Gemeinden, bei denen uns eine Anfrage aussichtsreich erschien, persönlich mit dem Gemeindepräsidenten, einem Gemeinderat oder dem Gemeindeschreiber telefoniert. Zudem gab es zwei Gemeinden, die uns von sich aus eine Unterkunft angeboten haben. Hasle bei Burgdorf, zu dem Schafhausen gehört, hat uns von sich aus das Schulhaus angeboten. Aeschiried ist mit einem ähnlichen Vorschlag auf uns zugekommen.

Wir waren immer offen für eine Kommunikation, denn es ist sehr wichtig, dass die Kommunikation läuft. Ob man diesen Vorstoss abschreibt oder nicht, hat keinen Einfluss. Die Kommunikation ist ganz zentral! Wenn man eine solche Anlage eröffnet und die Gemeinde wünscht, dass eine öffentliche Veranstaltung stattfindet, dann komme ich immer. Ich könnte Ihnen zwölf Gemeinden aufzählen die ich aus diesem Grund besucht habe, und ich werde das auch in Zukunft so handhaben. Wenn man nach dem medialen Geschrei erlebt, dass die Anwohner in Schafhausen den Asylsuchenden im Schulhaus Spielsachen und selbstgebackene Kuchen bringen, weil sie mit diesen armen Menschen Mitleid haben, ist auch das ein Zeichen der Solidarität der Bevölkerung. In diesem Sinn bin ich froh, wenn Sie weiterhin Verständnis haben, denn die Aufgabe des Asylwesens ist eine Herausforderung für unser Land, und wir wollen uns dieser Herausforderung in engem Kontakt mit Bund und Gemeinden stellen.

**La présidente.** Nous passons donc au vote, point par point, le point 1 si vous êtes d'accord. – Pardon, M. le motionnaire, vous vouliez encore dire quelque chose, c'est à vous.

**Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC).** Besten Dank für die mehrheitlich recht gute Diskussion. Ich bin froh, dass Frau Ratspräsidentin Struchen gesagt hat, es gehe nur noch um Punkt 2. Ich habe explizit keine Diskussion über die Asylpolitik gewollt. Wir sehen selber in welcher schwieriger Situation wir uns heute weltweit befinden. Ich glaube, das müssen wir hier nicht ausdeutschen, denn das können wir tagtäglich in der Zeitung lesen. Mir geht es einzig und alleine darum, dass der Kanton als federführendes Organ dafür sorgt, dass die Gemeinden im Boot bleiben, indem man die Leute, die Bevölkerung, vielleicht etwas früher informieren kann, als das in Hasle der Fall war. Ich bin nicht einverstanden damit, dass man möglichst knapp informieren soll, wie vorher gesagt wurde. Ich sehe das bei anderen Problemen, beispielsweise auf der Gemeindeebene. Wenn man mittels Kommunikation einen gewissen Vorlauf für einen Entscheid gibt, dann ist das immer gut. Ich glaube, das knüpft an dem an, was Peter Siegenthaler gesagt hat. Es gibt immer einen gewissen Unmut, wenn man eine Informationsveranstaltung machen muss. Ich war dabei, als Herr Regierungsrat Käser in Lützelflüh war. Damals gab es ziemlichen Trubel, wie ich mir zu sagen erlaube. Danach lief es sehr gut. Dieses Zentrum bei uns wurde gut geführt. Bei Schafhausen hat man schon anderes in der Zeitung gehört. Aber das ist wohl normal. Das ist wahrscheinlich ein so genannter Kollateralschaden. Ich bitte Sie trotzdem, diese Motion in Punkt 2 nicht abzuschreiben. Es geht darum, dass man möglichst gut und zielgerichtet informiert, wie Regierungsrat Käser schon gesagt hat. Es geht nicht um irgendwelche asylpolitischen Fragen.

**La présidente.** Nous passons au vote point par point. Pour le point 1, si vous acceptez la motion oui ou non, puis le classement oui ou non et le point 2, si vous acceptez la motion oui ou non, et le classement du point 2 oui ou non. Le point 3 est donc retiré. Ceux qui acceptent la motion votent oui, du point 1, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

---

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 115

Non 32

Abstentions 1

**La présidente.** Vous avez accepté le point 1. Nous passons au classement du point 1. Ceux qui acceptent le classement du point 1 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 1)

---

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 144

Non 4

Abstentions 0

**La présidente.** Vous avez accepté le classement. Nous passons au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 de la motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

---

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 111

Non 35

Absentions 1

**La présidente.** Vous avez accepté ce point 2. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement de ce point 2 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

---

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 101

Non 44

Abstentions 1

**La présidente.** Vous avez accepté le classement de ce point 2.